

Investissement dans les combustibles fossiles : Exposé à l'usage de syndicats de l'enseignement

Résumé des résultats

Zeynep Clulow
Novembre 2023

Les pays qui consacrent une part importante de leur revenu national aux combustibles fossiles ont tendance à obtenir de mauvais résultats pour toute une série de résultats éducatifs.

Il existe un fort consensus sur le fait que les subventions aux combustibles fossiles (SF) entravent la réalisation de plusieurs Objectifs de développement durable (ODD), notamment l'éradication de la pauvreté (ODD 1), la santé mondiale (ODD 3), l'égalité des genres (ODD 5) et la transition vers une énergie abordable et fiable (ODD 7), ainsi que la consommation et la production durables (ODD 12).

Par conséquent, les organisations internationales, les ONG, les décideur•euse•s politiques et les universitaires appellent de plus en plus à l'élimination progressive des SF inefficaces en tant qu'élément essentiel des efforts visant à atteindre des objectifs climatiques mondiaux ambitieux. Pourtant, malgré une augmentation récente de la demande et le succès de la réforme des subventions dans de nombreux pays, le recours aux SF a augmenté dans de nombreux pays, y compris dans certaines des démocraties les plus riches et les plus avancées du monde. Au niveau mondial, les SF représentaient 6,8 % du produit intérieur brut (PIB) mondial en 2020 et devraient continuer à augmenter.

En particulier, il est bien établi que les SF sont préjudiciables à l'ODD 4 : en général, les pays qui consacrent une part importante de leur revenu national aux SF ont tendance à obtenir de mauvais résultats pour toute une série de résultats éducatifs. Cette relation négative s'explique en partie par le fait que les dépenses liées aux SF utilisent



**Les effets
les plus
néfastes des
combustibles
fossiles sur
l'éducation se
retrouvent dans
les pays les
plus pauvres**

des ressources qui pourraient être consacrées à l'éducation. Cependant, cette incompatibilité reflète également le manque d'incitation des décideur•euse•s politiques des pays riches en ressources fossiles à investir dans le développement des compétences afin de soutenir la croissance de secteurs alternatifs aux industries fossiles, qui sont notamment plus écologiques et plus productifs.

Cette note politique explore la relation entre les SF et l'éducation en combinant les données récentes les plus complètes sur les finances publiques provenant de la base de données des finances publiques du Fonds monétaire international avec les performances en matière d'éducation et les facteurs de confusion potentiels provenant des bases de données des indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale, ce qui a donné un ensemble de données tirées de 1.651 observations après omission des années-pays présentant des données manquantes, couvrant 176 pays de 2010 à 2020. Notre modèle de régression à deux niveaux (composé d'années-pays imbriquées dans les pays) analyse si, et si oui, comment, les dépenses en matière de SF influencent une série d'indicateurs clés de l'éducation, y compris la scolarisation dans l'enseignement primaire et l'atteinte des taux d'enseignement primaire, secondaire, tertiaire et supérieur parmi les populations d'âge scolaire des pays, tout en tenant compte d'une série de conditions nationales susceptibles d'influencer l'éducation.

Nos résultats montrent que, même lorsque les autres facteurs potentiels de l'éducation sont maintenus constants, (i) les dépenses en matière de SF ont effectivement une incidence significative sur deux indicateurs clés de la performance éducative — les taux d'achèvement de l'enseignement primaire et secondaire ; et (ii) les effets des dépenses en matière de SF sur l'éducation varient considérablement d'un pays à l'autre. En général, les effets les plus néfastes des SF sur l'éducation se retrouvent dans les pays les plus pauvres : dans les pays à faible revenu, une augmentation d'un pour cent de la part du PIB consacrée aux SF est associée à une baisse respective de 0,24 et 1,12 point de pourcentage de la proportion de la population âgée de 25 ans et plus ayant atteint l'enseignement primaire et secondaire. Toutefois, cet effet négatif diminue avec le développement économique, tombant à environ 0,10 % pour l'enseignement primaire dans les pays à revenu moyen et devenant positif dans les pays à revenu élevé.

Nous avons également analysé quatre pays clés qui, malgré la diversité des dépenses en matière de SF, des résultats scolaires et du développement économique, ont réalisé d'importants progrès en matière de réforme des SF, à savoir la Norvège, l'Indonésie, l'Afrique du Sud et l'Inde. Conformément aux conclusions de l'analyse quantitative, ces études de cas montrent que les facteurs qui sont à l'origine et soutiennent les SF et qui déterminent leurs effets (uniques) sur l'éducation

L'éducation a un rôle essentiel à jouer dans le soutien à l'élimination progressive des combustibles fossiles.

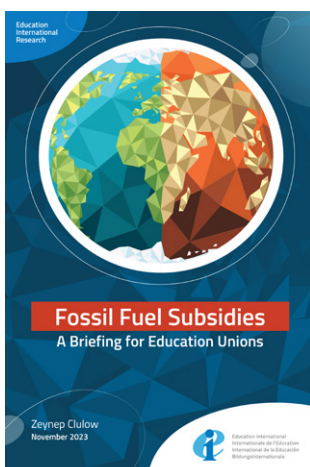
varient considérablement d'un pays à l'autre. Ces études de cas révèlent des différences importantes dans les conditions de facilitation et les facteurs potentiels de la réforme des SF. Les expériences précédentes de réforme des SF montrent qu'un manque général de sensibilisation aux SF, en particulier en ce qui concerne le niveau du revenu total consacré aux SF — tant au niveau mondial que national — ainsi qu'un manque de sensibilisation aux effets négatifs plus larges et multiformes et aux compromis avec des aspects clés du développement humain sont des obstacles importants à l'élimination progressive des combustibles fossiles. De nombreux pays qui ont réussi à éliminer progressivement les SF montrent que l'information du public peut être un facteur essentiel pour garantir l'acceptabilité de la réforme par l'opinion publique. Cette note politique affirme qu'une meilleure information — ciblant en particulier les jeunes qui supporteront la plupart des conséquences futures de la politique des SF — ainsi qu'une amélioration de la transparence et du suivi sont susceptibles d'accroître les perspectives d'élimination progressive des SF à l'échelle mondiale. En outre, il est également important que les perdants potentiels de la réforme des SF — notamment les industries à forte intensité de combustibles fossiles et les segments pauvres qui dépendent des SF — soient informés de l'existence de mesures compensatoires efficaces, telles que des possibilités d'emploi prometteuses dans des secteurs alternatifs et une amélioration des prestations sociales, et qu'ils en soient informés.

L'éducation a un rôle essentiel à jouer dans le soutien à l'élimination progressive des SF inefficaces à l'échelle mondiale. De toute évidence, les éducateur·trice·s, coordonné·e·s par les syndicats de l'éducation, devraient contribuer à la conception et à la mise en œuvre de vastes campagnes d'éducation visant à informer les principales parties prenantes des coûts (explicites et cachés) des SF et des avantages potentiels d'une réforme. Mais au-delà de cela, une flotte d'ingénieur·e·s, de spécialistes des sciences naturelles, de fournisseur·euse·s d'énergie, de décideur·euse·s politiques et, à un certain niveau, le grand public, devront développer une série de compétences vertes pour comprendre, naviguer, concevoir, mettre en œuvre et gouverner une transition juste des énergies fossiles vers des sources d'énergie à faible teneur en carbone. Le développement des compétences, la formation et le transfert des connaissances dans ce domaine sont des points clés sur lesquels les syndicats de l'éducation doivent se concentrer. Dans le même ordre d'idées, en sensibilisant le public et en lui faisant mieux comprendre les SF, l'éducation peut contribuer à cultiver des publics mieux informés et plus intéressés, qui seront mieux à même et plus motivés pour participer à la prise de décision en matière d'énergie, augmentant ainsi la transparence et la légitimité de la réforme.

Les syndicats de l'enseignement pourraient également

Les syndicats de l'éducation pourraient tirer parti des forums internationaux qui s'intéressent de plus en plus à l'importance de la réforme du secteur de l'éducation pour atteindre les objectifs mondiaux de décarbonisation et de zéro net.

utiliser leurs liens avec les éducateur·trice·s locaux·ales et nationaux·ales pour accéder à des connaissances et des relations locales précieuses afin d'unir les bénéficiaires potentiels de la réforme en les informant des gains potentiels qu'il·elle·s peuvent tirer de l'élimination progressive des SF. Les éducateur·trice·s locaux·ales pourraient également jouer un rôle essentiel en fournissant des connaissances de base permettant d'identifier les mesures les plus efficaces et socialement acceptables pour surmonter les défis uniques de la réforme dans les différents pays. En outre, les syndicats de l'éducation pourraient tirer parti des forums internationaux qui s'intéressent de plus en plus à l'importance de la réforme du secteur de l'éducation pour atteindre les objectifs mondiaux de décarbonisation et de zéro net. Les points clés sont ici la collaboration avec les organisations internationales pertinentes pour développer des documents de sensibilisation des principales parties prenantes, améliorer la transparence et diffuser les normes et exigences émergentes pour un suivi efficace.



La recherche complète de Zeynep Clulow (en anglais) est accessible ici : <https://eiie.io/FossilFuels>



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale